

# L'entreprise et le modèle social belge

# Pour info : modèle social Européen

<https://emploi.belgique.be/fr/themes/concertation-sociale/dialogue-social-europeen?id=500>

<http://www.emploi.belgique.be>

<https://www.emploi.belgique.be/fr/themes/concertation-sociale>

<http://www.jeunes-csc.be/les-organes-concertation>

<https://www.feb.be/ce-que-nous-faisons/aux-niveaux-federal-europeen-et-international/au-niveau-federal/>

# La concertation sociale

# Système de concertation sociale

- Système **institutionnel** de négociation
- A différents niveaux **entre les partenaires sociaux**:
  - Organisations patronales (organisations représentatives des employeurs)
  - Organisations syndicales (représentatives des travailleurs)
- Système qui permet de conclure des **Conventions collectives de travail** (CCT)

*"La concertation sociale se veut être un ensemble de relations sociales et économiques stables et pacifiques, et un moyen de faire régner la paix sociale pour que l'économie puisse fonctionner et que cette paix sociale repose sur une répartition équitable des richesses produites."*

Jean Faniel, directeur général du CRISP

[https://www.rtbef.be/info/belgique/detail\\_concertation-sociale-mode-d-emploi?id=8596315](https://www.rtbef.be/info/belgique/detail_concertation-sociale-mode-d-emploi?id=8596315)

17 déc. 2014

# Conventions Collectives de Travail

- Une CCT est un **accord** conclu
  - entre une ou plusieurs organisations syndicales et une ou plusieurs organisations patronales ou un ou plusieurs employeurs,
  - fixant les relations individuelles et collectives de travail entre employeurs et travailleurs d'entreprises ou d'une branche d'activités et
  - réglant les droits et devoirs des parties contractantes.

<http://www.emploi.belgique.be/cctinfo/>

# Conventions CT (2)

- Sujet en rapport avec le travail :
  - salaire, procédure de licenciement, assurances-groupe, régime de bonus,...
- Cet accord n'est pas qu'un simple document car le contrat de travail individuel ne peut y déroger si facilement.
- L'employeur ne peut pas non plus priver l'employé de droits qu'il a obtenus en vertu d'une CCT.

# Différents niveaux

<b>Niveau interprofessionnel</b> <b>accord interprofessionnel</b>  <b>CCT intersectorielles</b>	<b>Groupes des « 10 » AIP</b> (accord interprofessionnel)  <b>CNT (Conseil national du travail )</b>  <b>Conseil Supérieur pour la prévention et la protection</b>
<b>CCT sectorielles</b>	<b>Commission paritaire par secteur d'activité</b>
<b>CCT d'entreprise</b>	<b>Entreprises</b>



# Différents niveaux

1

<b>Niveau interprofessionnel accord interprofessionnel</b>	<b>Groupes des « 10 » AIP (accord interprofessionnel)</b>
<b>CCT intersectorielles</b>	<b>CNT (Conseil national du travail )</b>  <b>Conseil Supérieur pour la prévention et la protection</b>
<b>CCT sectorielles</b>	<b>Commission paritaire par secteur d'activité</b>
<b>CCT d'entreprise</b>	<b>Entreprises</b>

# Accord interprofessionnel

- Un accord interprofessionnel est un accord-programme ou un accord-cadre conclu tous les 2 ans par **les représentants des partenaires sociaux du secteur privé**.
- Un tel accord est élaboré au sein du «**Groupe des 10**».

<https://emploi.belgique.be/fr/themes/concertation-sociale/niveau-interprofessionnel/accord-interprofessionnel-aip>

<http://www.cnt-nar.be/Accord-interpr.htm>

Pas trouvé le texte du dernier accord ➔ articles

<https://www.groups.be/fr/actualites/articles-juridiques/accord-interprofessionnel-2021-2022-les-partenaires-ont-un-accord>

# Accord interprofessionnel

- Un tel accord s'applique à **tous les secteurs**. Il peut contenir des dispositions notamment en matière de formation, salaire minimum garanti, évolution salariale, les réductions de charges, les revenus de remplacement etc.
- Il trace également un **cadre pour des négociations dans les secteurs**.

# Groupe des 10

Le "groupe des dix" compte en réalité 11 membres:

- 2 représentants de la CSC / ACV,
- 2 de la FGTB / ABVV,
- 1 de la CGSLB / ACLVB,

Banc syndical

- 2 + 1 de la FEB / VBO
- 1 de l'Unizo,
- 1 de l'Union des classes moyennes (UCM) et
- 1 du Boerenbond.

Banc patronal

Il est également appelé "groupe des partenaires sociaux".

[http://www.csc-en-ligne.be/concertation/groupe\\_dix/groupe\\_dix.asp](http://www.csc-en-ligne.be/concertation/groupe_dix/groupe_dix.asp)

# Groupe des 10

- Ce groupe fixe des lignes de force en ce qui concerne les **grands thèmes socio-économiques** et insiste sur le fait qu'il veut être entendu et **impliqué lorsque des choix politiques** doivent être faits en la matière.
- Exemple d'un dossier dont on a beaucoup parlé : (12/2014 - 2015)
  - Harmonisation statut ouvrier-employé

[http://www.csc-en-ligne.be/concertation/groupe\\_dix/groupe\\_dix.asp](http://www.csc-en-ligne.be/concertation/groupe_dix/groupe_dix.asp)

# Dossiers concertation sociale

- Formation des salaires pour une période de 2 ans et la question d'une éventuelle marge salariale.
- Répartition de l'enveloppe Bien-être aussi (319 millions d'euros en 2015 et 627 millions en 2016 - 716 millions d'euros pour les années 2019 et 2020 - 700 millions d'euros pour les années 2021 et 2022), qui doit permettre de relever les allocations les plus basses (ex: les petites pensions) et les revenus de remplacement les plus bas (allocation maladie, invalidité, d'accident de travail ou de chômage).
- Convention collective.

# CNT & Conseil Supérieur PPT

Le Conseil National du Travail

<http://www.cnt-nar.be/Qui-sommes-nous.htm>

et

Le Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail

<http://www.emploi.belgique.be/defaultTab.aspx?id=577>

ont principalement une compétence d'avis.

# Différents niveaux

2

Groupes des « 10 » AIP  
(accord interprofessionnel)

CNT (Conseil national du  
travail )  
(CCT intersectorielles )

Conseil Supérieur pour la  
prévention et la protection

Niveau interprofessionnel

CCT sectorielles

Commission paritaire par  
secteur d'activité

CCT d'entreprise

Entreprises



# Commissions paritaires

Les commissions paritaires ont été mises en place pour négocier ces CCT dans chaque secteur d'activité.

Les résultats concernent aussi bien les **conditions de travail** que le **salaire** ou encore la **gestion de la paix sociale**.

Leurs missions sont les suivantes:

- conclure des conventions collectives de travail;
- prévenir ou régler des conflits sociaux;
- conseiller le gouvernement, le Conseil national du travail ou le Conseil central de l'économie;
- accomplir chaque mission qui leur est confiée par une loi.

# Paix sociale

Lors de la conclusion des conventions collectives de travail, les représentants du patronat et ceux des syndicats s'engagent, pendant la durée de validité de cette CCT, à respecter les dispositions contenues dans l'accord. Cela permet de garantir la paix sur le plan social.

# Différents niveaux

<p>Groupes des « 10 » AIP (accord interprofessionnel)</p> <p>CNT (Conseil national du travail ) <b>(CCT intersectorielles )</b></p> <p>Conseil Supérieur pour la prévention et la protection</p>	<p><b>Niveau interprofessionnel</b></p>
<p><b>CCT sectorielles</b></p>	<p><b>Commission paritaire par secteur d'activité</b></p>
<p><b>CCT d'entreprise</b></p>	<p><b>Entreprises</b></p>

3

## 2 organes dans les entreprises

- Comité pour la prévention et la protection au travail
- Conseil d'entreprise

# Comité pour la prévention et la protection au travail

Le CPPT prend des initiatives afin d'améliorer le bien-être des travailleurs dans les entreprises.

- **Concerne** : Procédures concernant la participation directe des travailleurs dans le cadre du bien-être au travail
- **Quand ?** Dépend du **nombre de travailleurs** : Un Comité doit être institué dans toutes les entreprises d'**au moins 50 travailleurs en moyenne**.

- Si, pour quelles que raisons que ce soit, un Comité pour la prévention et la protection au travail n'a pas été institué, les tâches et les compétences de cet organe de concertation sont automatiquement transférées à la **Délégation syndicale**.
- Dans les entreprises, où il n'existe ni Comité ni délégation syndicale, il faut faire appel aux **travailleurs mêmes**.

# CPPT : mission

- En application de l'article 65 de la Loi du 4 août 1996,
- le Comité a essentiellement pour **mission** de rechercher et de proposer tous les moyens et de contribuer activement **à tout ce qui est entrepris pour favoriser le bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.**
- Principalement, compétence d'avis, de propositions et de droit à l'information.

# Conseil d'entreprise

- Le conseil d'entreprise est en premier **lieu un organe de consultation** entre l'employeur et les représentants des travailleurs.
- En tant qu'organe bipartite, il est composé d'une part :
  - **des représentants des travailleurs, élus** lors des élections sociales (tous les quatre ans)
  - du **chef d'entreprise et de ses délégués désignés par lui.**



# CE : missions (1)

- **Recevoir des informations** sur la situation de l'entreprise

- **Economiques.**
- **Financières.**
- **En matière d'emploi.**

(état du marché, perspectives économiques, carnet de commandes, programmes de développement, de rationalisation, d'organisation ou de réorganisation, effectifs...).

# CE : missions (2)

- Elaborer ou modifier le **règlement de travail** en vigueur dans l'entreprise.
- Gérer les **œuvres sociales** instituées dans l'entreprise pour le bien-être du personnel.
- Donner des **avis** et formuler des **suggestions** quant au fonctionnement de l'entreprise.

# CE : missions (3)

- Vérifier le respect des législations qui protègent le personnel :
  - l'application de **dispositions légales ou réglementaires.**
  - l'application de **dispositions résultant des conventions collectives.**
  - l'application du **règlement de travail.**
  - les **mesures collectives d'ordre social prises unilatéralement par l'employeur.**

# Questions - réponses